

conflits d'intérêts

Il n'est pas établi aujourd'hui que la balance bénéfices-risques soit plus favorable que celle de la nicotine».

Au total, la place du médicament dans le sevrage tabagique est modeste. La nicotine reste le médicament de choix quand une aide médicamenteuse est jugée utile. Encore heureux que ledit produit n'ait pas obtenu son remboursement.

Le quatrième permet, lui, d'illustrer certaines pratiques de gestion au plan économique du médicament dans les hôpitaux et consiste en «la prescription d'un produit dit innovant extrêmement onéreux (environ 104168,63 dinars) à la place d'un autre produit jadis commercialisé par la même firme mais depuis génériqué et coûtant dix fois moins cher (environ 9415,68 dinars)», alors que d'après des articles documentés et publiés en 2008 et 2010, par une revue de référence traitant du médicament, il s'avérerait que son autorisation de mise sur le marché outre-Méditerranée ne reposait que sur un «essai de non-infériorité» par rapport à la molécule génériquée, pour l'une de ses indications dans la prise en charge thérapeutique des cancers du poumon non à petites cellules et, comme n'apportant rien de nouveau dans une autre de ses indications concernant la même maladie, par rapport à la molécule génériquée entre autres.

Comment le lecteur des deux articles qui relatent les deux premiers exemples ne serait-il pas interpellé et conduit à penser en toute légitimité que les bénéfices engrangés par certaines firmes se feraient tout simplement «of shore» avant même l'arrivée de leurs produits en Algérie et que cette situation aurait pu être évitée si le prix de ces produits avait été analysé de plus près par une structure ayant les moyens de sa mission. Quant aux deux autres exemples, ils posent pour l'un celui de la perti-

nence des procédures et des modalités concernant les modalités des expertises concernant les dossiers administratifs aboutissant à l'attribution des certificats de libre vente. Et l'autre, le problème de l'absence de prise en compte du facteur financier dans certaines structures hospitalières en matière de prescriptions.

Ce qui ne serait pas grave en soi, si la qualité du produit le plus onéreux correspondait à une plus grande efficacité du produit, mais utiliser un produit dix fois plus cher alors «qu'il ne présenterait pas de progrès faute d'évaluation adéquate» incite à réfléchir et à se poser des questions. Surtout quand ce produit coûte extrêmement cher au contribuable et qu'il existe un problème de disponibilité pour d'autres molécules beaucoup moins onéreuses.

Ce qui appelle de notre part les réflexions suivantes en attendant que l'Agence soit éventuellement fonctionnelle et qu'elle puisse jouer le rôle que tous les citoyens attendent d'elle, celui de régulateur et de moralisateur du marché du médicament en fonctionnant loin des pressions de toutes sortes.

1. Ne faudrait-il pas songer tout simplement à séparer la fixation des prix des médicaments des autres missions aboutissant à l'octroi du certificat de libre vente, et engager une réflexion sur l'éventuelle nécessité d'élargir la composition de la structure chargée de la fixation des prix du médicament en la dotant de tous les moyens humains, matériels et financiers nécessaires au bon déroulement de son fonctionnement tout en veillant à ce qu'elle dispose d'un système d'information et de collecte de données de haut niveau ainsi que d'un observatoire du médicament ?

2. Si pour les médicaments de ville il existe un élément régulateur (qui vaut ce qu'il vaut mais qui a le mérite d'exister), à savoir le tarif de référence, il n'en est pas de même pour ce qui

est des pratiques hospitalières, dans la mesure où il n'existe aucun garde-fou en matière de prix, qui soit comparable au tarif de référence. Il est évident qu'en l'absence de références médicales opposables et/ou de consensus thérapeutique (mis en place selon des critères méthodologiques et des financements neutres inattaquables au plan éthique), il ne faut pas s'attendre à des miracles en matière de gestion des produits pharmaceutiques.

Et les exemples comme celui qui précède ne pourront que se multiplier dans l'avenir en l'absence de balises, mettant ainsi en péril l'équilibre financier déjà fragile et déséquilibré de nos structures hospitalières.

3. Le conflit d'intérêts dans la chaîne pharmaceutique peut être défini comme «une situation dans laquelle une personne employée par un organisme public ou privé possède, à titre privé, des intérêts qui pourraient influencer ou paraître influencer sur la manière dont elle s'acquitte de ses fonctions et des responsabilités qui lui ont été confiées par cet organisme». Autrement dit, lorsque l'on a légalement une relation contractuelle avec une firme pharmaceutique et que l'on en encaisse des honoraires sous une forme ou une autre, il vaut mieux éviter d'être dans des comités ou commissions d'experts ayant à expertiser les produits de ladite firme, afin de ne pas être juge et partie.

Les risques de conflits d'intérêts existent en permanence dans tous les aspects de la pratique médicale, et sont en particulier liés au fait que les experts médicaux sont présents à tous les niveaux de décision en vue de l'obtention des certificats de libre vente, de la fixation des prix et du remboursement des médicaments.

La transparence des débats et des prises de position, les échanges d'arguments contradictoires, la déclaration publique des intérêts personnels sont les principales protections qui

pourraient éventuellement limiter d'éventuelles actions qui ne soient pas éthiques.

De même, l'information du public sur l'existence de liens directs ou indirects entre les professionnels de santé et des entreprises ou établissements produisant ou exploitant des produits de santé ou des organismes de conseil intervenant sur ces produits, liens qui peuvent être tout ce qu'il y a de plus légal, devrait être requise par les Etats.

Aux Etats-Unis d'Amérique, pays du capitalisme par excellence, qui probablement connaît le mieux les us et coutumes ainsi que des dérives potentielles des grandes firmes pharmaceutiques en matière de «marketing», la nouvelle loi de réforme de la santé récemment promulguée inclut une première mondiale en matière d'information sur les conflits d'intérêts des professionnels de santé qui oblige les laboratoires pharmaceutiques à déclarer, à partir de 2013, sur un site web en libre accès, toute somme ou tout cadeau donnés à des médecins et à des institutions médicales (de formation et/ou de soins).

En conclusion, «la politique pharmaceutique d'un Etat est non seulement partie intégrante de sa politique de santé, mais est aussi une des vitrines qui permet de prendre la mesure de la capacité d'un Etat d'établir des règles de bonne gouvernance dans le monde de la santé et in extenso dans le pays tout entier».

C'est dire si le challenge consistant, à l'image de ce qui se fait ailleurs dans le monde, à réglementer certaines pratiques, sévissant dans le monde du médicament et régulièrement rapportées par la presse nationale, devient une nécessité et une urgence. Car, actuellement dans notre pays, pour paraphraser qui vous savez, «au royaume du médicament, quelque chose sent le pourri».

A. S.

Hommage à Didar Fawzy Rossano

Une grande dame, combattante infatigable pour la libération des peuples opprimés, nous a quittés brutalement dans l'après-midi de ce jeudi 26 mai 2011, à Genève. Elle avait 90 ans. Il s'agit de toi, Didar Fawzy Rossano, ma sœur et compagne de combat, ma «camarade» comme tu l'écris dans la dédicace de tes mémoires. Ton long et si riche cheminement ne peut être qu'esquissé en ces lignes.

Sommes-nous devenus amnésiques ? La disparition d'une telle personnalité de l'Histoire récente de notre pays, de notoriété mondiale, mérite un hommage officiel de notre presse et des hauts responsables de l'Algérie, qui l'ont personnellement connue.

Dès l'âge de 18 ans, et jusqu'à la mort, elle s'est engagée aux côtés des militants antifascistes, anticolonialistes, contre les dictatures et au service de la paix entre des peuples libérés. Juive égyptienne, issue d'une famille aisée du Caire, d'origine italienne, elle a été communiste jusqu'à sa mort et de tous les combats pour une humanité émancipée, en commençant par «La révolution des Officiers libres» contre le roi Farouk. Pas seulement combattante, ses travaux universitaires sur le Soudan font référence. Elle a tissé des liens avec les Africains du Sud sous apartheid et les Palestiniens, profondément attachée à une solution durable de paix israélo-palestino-arabe, hélas encore utopique.

Dans les années 50/60 du siècle passé, sa place était aux côtés du peuple algérien en guerre. Elle a été un des piliers du réseau Curiel, dont on ne dira jamais assez combien il a soutenu notre combat. Citons les missions de soutien «ordinaires», telles que le transport sécurisé des responsables de la Fédération de France du FLN, la fourniture de «planques», l'aide à la confection de

faux papiers, les passages de frontières, pour les responsables et les militants recherchés, parfois condamnés à mort,... Citons l'organisation de contacts fructueux avec des leaders des mouvements démocratiques clandestins, d'Europe et d'Amérique latine entre autres, le convoi transfrontières de «courriers» enserrés dans les double-fonds de voitures de tourisme, la confection et la diffusion des bulletins de propagande. Mais ce qui a été l'apport capital du réseau Henri Curiel, avec en particulier Didar et «Blanche» (Rosette, l'épouse de Curiel), c'est l'organisation magistrale du transfert des fonds de l'Hexagone vers les banques suisses. Ces fonds constitués pour l'essentiel des cotisations des ouvriers et commerçants algériens émigrés, le «nerf de la guerre» versé au budget de la direction du FLN (le CCE puis le GPRA). Cet argent qui a assuré en grande partie l'autonomie de fonctionnement de l'organisation FLN en particulier en Europe.

Didar, tu étais une des chevilles ouvrières de ce système. Quand je te rencontrais, durant nos années de clandestinité, à Paris, en Suisse et en Allemagne, tu m'impressionnais. Par l'âge, déjà, tu étais une «vieille» de presque 40 ans (!), j'en avais 24 ou 25. Je te trouvais très chic, grande, mince, d'une élégance discrète, le visage un peu dur, adouci par une chevelure très frisée, impeccablement taillée court et tu dégageais une telle impression de force tranquille, une «pro» ! Je ne connaissais pas ta vie (clandestinité oblige), mais je cherchais à deviner ce mystère à travers ta voix qui roulait les «r» et la proximité que créaient les mots d'arabe qui parfois épiquaient tes propos. Je me souviens aujourd'hui que tu m'impressionnais par ta sobriété, te limitant à



l'essentiel. Je souhaitais ardemment te ressembler parce que tu incarnais pour moi l'efficacité.

Je n'imaginai pas que tu puisses échouer dans une mission, aussi délicate et risquée fût-elle. Parmi les autres femmes des réseaux de soutien que j'ai eu à connaître, et pour lesquelles j'éprouve affection et grand respect, c'est toi qui m'en imposais le plus. Je sentais que je ne devais m'autoriser ni faiblesse ni familiarité sous ton regard pourtant bienveillant...

Ton nom restera dans l'histoire de la guerre d'Algérie, comme celui d'une des six héroïnes, deux Algériennes Zina Haraigue, Fatima Hamoud, trois Françaises Hélène Cuenat, Micheline Pouteau, Jacqueline Carré, et toi l'Egyptienne, leur aînée, militantes pour la libération de l'Algérie qui ont réussi l'exploit unique de s'évader, ensemble, une nuit de février 1961, de la prison de la Roquette à Paris !

Après l'indépendance, je t'ai revue à Alger, tu passais dîner à la maison et tu avais de longues discussions, passionnées et passionnantes, avec Rabah mon mari, qui m'avait fait te connaître, sur notre avenir et les problèmes innombrables de notre jeune pays. J'y participais en vous écoutant surtout. Encore sous le coup de ta condam-

nation en France, avant l'amnistie, tu t'es sentie à juste titre «chez toi» ici, après ton bref passage au Maroc jusqu'au cessez-le-feu. Tu as offert de t'impliquer auprès de la jeunesse, et tu as partagé ce travail avec d'autres bonnes volontés, telle Maurienne.

D'autres membres des réseaux de soutien ont fait la même démarche, tout en continuant à soutenir activement, à partir de l'Algérie, les peuples encore en lutte pour leur émancipation. Nous ne devons pas les oublier. Souvenons-nous, les premières années de l'indépendance, Alger était la capitale mondiale des mouvements de libération.

Avec l'âge, et en écrivant ces lignes, maintenant que tu es partie, je ressens combien, sous tes dehors austères, il y avait de générosité, d'immense tendresse pudiquement enfouies au plus profond de ton âme. Je ne savais pas ta souffrance, alors que tout en étant entièrement disponible pour notre lutte, tu organisais à distance la vie de tes deux filles, Nevine et Maïra, menant ce second et douloureux

combat des mères-courage quand le couple se défait.

Ce banal accident de la circulation, dans la ville de Genève où tu as choisi de t'installer au crépuscule de ta vie, interrompt l'œuvre humaniste que tu poursuis depuis tant de décennies. J'ai appris en effet qu'à la lumière de ton immense expérience, il t'a paru évident que le combat de ce siècle devait être celui de l'émancipation des femmes dans le monde. Merci Didar !

Au nom de notre solidarité passée, que Nevine et Maïra tes filles reçoivent mes sincères et affectueuses condoléances.

Se joint à moi dans cet hommage, Akila, notre sœur de combat, qui t'a personnellement connue durant la décennie noire.

Salima Sahraoui Bouaziz, militante permanente de l'OS/Fédération de France du FLN (1954/1962) ;
Akila Abdelmoumen Ouared, militante permanente de l'Organisation politico-administrative/Fédération de France du FLN (1954/1962)

COMMÉMORATION

À la mémoire du chahid Henri Maillot

Il y a 55 ans, Henri Maillot est tombé au champ d'honneur un certain 5 juin 1956. En répondant à l'appel de la patrie, Henri, l'enfant de Clos Salembier (El Madania), a offert sa vie pour une Algérie libre, indépendante, fraternelle et tolérante.

En sa mémoire et afin que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement aura lieu le samedi 11 juin 2011 à 10h au cimetière de Diar Es Saâda (El Mouradia).

Gloire à tous nos martyrs
La famille Maillot